

Berchem-S^{te}-Agathe
Vendredi, journée
décisive pour
l'hôpital français

VENDREDI SERA UNE JOURNÉE DÉCISIVE pour l'avenir de l'hôpital français de Berchem-Sainte-Agathe puisque le conseil d'administration se réunira à 11 heures, puis, à 12 h 30, une assemblée générale et, à 14 heures, un conseil d'entreprise. "Nous avons demandé un conseil d'entreprise après le conseil d'administration de vendredi car M. Lejeune (président du conseil de gestion de l'hôpital) ne peut répondre à beaucoup de nos questions sans avoir d'abord laval du conseil d'administration", explique Anne-Thérèse Destrebacq, de la CSC.

Plusieurs autres rendez-vous sont programmés cette semaine. La direction de l'hôpital français devait rencontrer la direction de l'hôpital Erasme mardi à 18 heures afin de discuter des intentions de ce dernier concernant une éventuelle reprise de l'hôpital. Deux pistes se dégagent pour le moment : celle d'un consortium entre l'AZ-VUB, l'hôpital Saint-Jean et les cliniques universitaire Saint-Luc à Woluwe-Saint-Lambert, pouvant être mis en œuvre aux environs du 10 juin et celle d'un partenariat entre l'ULB et le Chirec, mais pour lequel aucune confirmation n'a été apportée. Les syndicats doivent également rencontrer le chef de cabinet de la ministre de la Santé, Laurette Onkelinx (PS) mercredi, à 17 h 30. En outre, Anne-Thérèse Destrebacq a voulu rappeler que l'activité continue bel et bien sur le site de l'hôpital et que le personnel continue à travailler normalement.

L'hôpital français, au bord de la faillite, fait face à une importante dette envers l'ONSS et avait déclenché, le 7 avril, la procédure de licenciement collectif (loi Renault) (Belga)

Fonction publique

Du leasing pour rouler "plus propre"

LE MINISTRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE passera désormais au leasing de véhicules de fonction pour des raisons financières mais aussi écologiques, a affirmé la secrétaire d'Etat bruxelloise de la Fonction publique, Brigitte Grouwels (CD&V). Les 109 véhicules utilisés au sein du ministère ont tous été achetés. Trente-cinq d'entre eux, soit près du tiers, doivent être remplacés "prochainement". Brigitte Grouwels a décidé de mettre l'opération à profit pour adopter désormais une formule de leasing pour des raisons financières, pratiques, "mais aussi écologiques", a-t-elle dit. Selon elle, le leasing permettra de remplacer les véhicules plus rapidement par de nouveaux modèles. Actuellement, le ministère conserve ses voitures en moyenne pendant dix ans. Il s'agit de modèles qui ont un impact plus nuisible sur l'environnement. La formule de leasing permettra au ministère de renouveler son parc automobile après quelques années. Qui plus est, a ajouté la secrétaire d'Etat, l'offre de leasing tient expressément compte du facteur environnemental. "Toutes les voitures en leasing doivent répondre aux normes EURO IV. La consommation moyenne du véhicule et l'émission de dioxyde de carbone (CO₂) sont retenues à hauteur de 40 pc dans les critères d'évaluation de l'offre", a en fin dit Brigitte Grouwels. (Belga)

BRUXELLES

Emploi

L'insertion professionnelle sur la toile

La Febisp lance son nouveau site Internet.

On y retrouve entre autres des offres de formation, des publications, mais aussi tout le cadre législatif lié au secteur.

Plus toujours évident de s'y retrouver dans le dédale des mécanismes de l'insertion socioprofessionnelle. Cherchant à informer avec "plus de clarté et de précision", la Febisp (Fédération bruxelloise des organismes d'insertion professionnelle et d'économie sociale d'insertion) a ainsi lancé récemment son tout nouveau site internet.

"Il sera mis à jour quotidiennement", explique Tatiana Vial Grösser, responsable communication de la Febisp. "Concrètement, on y trouve plus de 400 pages d'informations concernant l'emploi et la formation des personnes peu qualifiées, la totalité de nos publications, ainsi que

tout le cadre législatif accompagné de commentaires éclairants", reprend Tatiana Vial Grösser.

L'occasion aussi de rappeler le rôle de la Febisp dans le paysage socioprofessionnel bruxellois. Une fédération divisée en deux volets distincts : l'insertion professionnelle et l'économie sociale d'insertion. "Nous regroupons 49 organismes d'insertion socioprofessionnelle de la capitale", explique Pierre-Alain Gerbeaux, attaché aux politiques de l'emploi. "Cela représente 3 600 stagiaires en formation, chaque année". Et pour continuer avec les chiffres, sachez que la Febisp, c'est aussi 1,5 million d'heures de formations par an assurées par 850 équivalents temps plein. "Sur notre site, nous proposons un parcours d'insertion présentant entre autres toutes les formations possibles", reprend Tatiana Vial Grösser.

2008, année charnière

Des formations, toutes agréées par Bruxelles-Formation, qui vont de l'alphabetisation à l'in-

formatique en passant par celle d'apprenti-boucher. "Nous tentons de répondre au déficit important de qualification à Bruxelles". En dehors des formations, la Febisp s'occupe aussi, via ses différents opérateurs la composant, de l'accompagnement de 12 000 personnes. "Il ne faut pas oublier que la formation est à la base une démarche volontaire du chercheur d'emploi", explique Pierre-Alain Gerbeaux. Subsidie en partie par la Cocof, la Région et le Fonds social européen ("dont nous attendons toujours le premier euro pour l'année 2008"), la Febisp se targue d'un pourcentage de plus de 90 pc de remise à l'emploi.

L'autre volet de la Febisp représente tout ce qui a trait à l'économie sociale d'insertion. "Nous regroupons 61 structures dont 50 ILDE (initiatives locales de développement de l'emploi) et 11 EI (entreprises d'insertion)", explique Suzanne Beer, secrétaire générale de la Febisp.

La différence entre les deux étant que les ILDE sont des

ASBL. "L'ensemble s'adresse à 814 personnes ciblées. Ce sont des demandeurs d'emploi de longue durée ou très peu qualifiés. Bref, des travailleurs que la société ne veut pas ou plus", reprend Suzanne Beer.

L'un des objectifs des EI et des ILDE (qui sont subsidiées à hauteur de 4,5 millions d'euros par la Région bruxelloise) est de garder de "manière transitoire" ces nouveaux employés. Une sorte de tremplin vers une insertion dans le monde "réel" du travail.

Il y a en tout cas du pain sur la planche pour les 11 personnes travaillant pour la Febisp. 2008 s'annonce d'ailleurs comme une année charnière pour la fédération qui a cité plusieurs dossiers "chauds" sur son feu : la réforme du partenariat d'Actiris; le projet d'Ordonnance des Missions locales, le rattachement de l'économie sociale à une commission paritaire ad hoc ou encore la régionalisation de celle-ci.

Raphaël Meuldere

(1) (2) www.febisp.be

Molenbeek-Saint-Jean - EMPLOI

La police veut séduire les jeunes

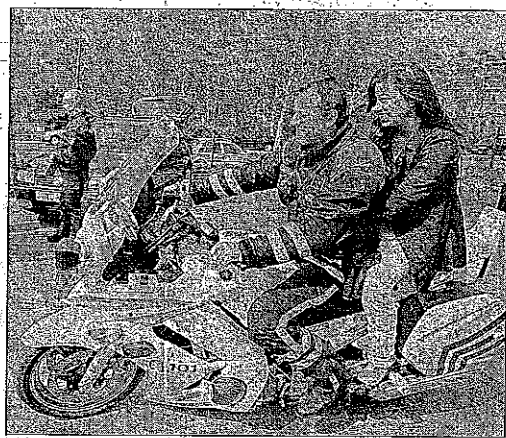
Une matinée rencontre pour l'emploi entre la police et les jeunes molenbeekois.

La police et la jeunesse ne sont pas réputées pour leurs relations cordiales; qu'à cela ne tienne, l'échevin de la Jeunesse et de l'Emploi de Molenbeek, Ahmed El Khannouss (LB-CDH), a été l'initiateur, hier, d'une rencontre entre la police et les jeunes sur le thème de l'emploi au centre sportif du Sippelberg. "La police est un réservoir d'emploi très important pour nos jeunes", assure Philippe Moureaux (PS), bourgmestre.

Après un discours de présentation des autorités, des élèves de sixième secondaire de l'école Serge Creuse et de jeunes chômeurs ont vu un film présentant les métiers de la fonction policière. Ils ont ensuite pu rencontrer directement des policiers. En fin de matinée, une démonstration de la brigade canine et de la cavalerie achevait cette opération séduction.

"Notre commune est la locomotive pour la population de la Région", dit avec fierté le bourgmestre. Un huitième de la population a ainsi entre 15 et 25 ans. Or les jeunes sont justement ceux qui, partout et particulièrement à Molenbeek, sont les plus touchés par le chômage. "35 à 40 pc des moins de 26 ans de la commune sont au chômage", indique Ahmed El Khannouss, "contre 30 pc pour les jeunes de l'ensemble de la Région", précise Benoît Cereche (CDH), ministre de l'Emploi.

De l'autre côté, la police intégrée emploie au total 47 500 personnes. "25 pc de la police intégrée est à Bruxelles, quand seulement 6 pc des employés viennent effectivement de Bruxelles", déplore



Les filles étaient les plus nombreuses à venir à l'opération séduction de la police.

Benoît Cereche. Alors qu'"une bonne police doit être à l'image de sa population", déclare le bourgmestre. Il y a actuellement, dans la zone de police Nord-Ouest où se trouve Molenbeek, 84 postes vacants. "Nous souhaitons que nos inspecteurs de police aient une bonne connaissance du terrain", atteste le commissaire Vivien Grimau.

Recrutement

"Hypocrisie", le mot est lâché par un éducateur qui a amené les élèves de l'école Serge Creuse. "Je ne pense pas que nombreux sont les jeunes, ici, qui parviendront à entrer dans la police, explique-t-il, elle ne vient ici que pour chercher des candidats et renforcer la sélection. Ici la police c'est un peu l'ennemi." Pour 1 000 postes proposés, 10 000 personnes sont candidates. "La sélection se fait au travers de quatre épreuves en cascade", détaille Carla Lonneville, commissaire et chef du service de

recrutement l'ASBL Cefig aide, toutefois, gratuitement les candidats à préparer ces épreuves. "Policiers, c'est un métier qui n'est pas fait pour moi. Je n'en suis pas capable", reconnaît à demi-mot Rachid Elouardani, 21 ans, vigile, venu "à tout hasard".

D'autres jeunes gens se montrent bien moins pessimistes. "Je veux être commissaire. C'est mon rêve depuis toujours", avoue, rougissant presque, Walid Oukil, 21 ans, élève à Serge Creuse, bien conscient que le métier est mal vu de la plupart des jeunes de son âge. Pas tous, cependant : de très nombreuses filles se sont agglutinées autour de deux femmes policières venues présenter la police de proximité. "Je voudrais entrer dans la police fédérale, protéger les gens, les enfants de la violence...", explique Laila Elbanouhi, 21 ans. La matinée aura au moins convaincu ceux qui l'étaient déjà.

J.C. (st.)

Jette

L'avenue Charles Woeste réaménagée

Le projet de rénovation sera à l'enquête publique jusqu'au 16 mai.

Le ministre des Travaux publics Pascal Smet (SPA.) a présenté lundi soir aux riverains le projet de réaménagement de l'avenue Charles Woeste. Elle sera en effet réaménagée de la place Werrie jusqu'au carrefour avec le boulevard De Smet de Nayer, carrefour qui sera également rénové.

Objectif de ces travaux ? Transformer cette grande artère en avenue, plus conviviale et mieux sécurisée. Deux options de réaménagement ont déjà été présentées aux citoyens : soit une verdurisation au milieu de l'avenue, soit une verdurisation latérale. L'option pour la verdurisation centrale semble récolter les préférences. Pour le ministre, "ce grand boulevard doit à nouveau devenir une avenue arborée, les trottoirs ainsi que tous les carrefours seront sécurisés, une piste cyclable créée, les arrêts de transport public réaménagés, des plantations ajoutées et le trafic muniécanalisé. Les matériaux sont de belle qualité et destinés à remettre en valeur ce patrimoine".

Les travaux se dérouleront en cinq phases. Une séance d'information sera donnée avant le début des travaux, prévus vers avril-mai 2009, et ce pour une durée de 18 mois (sous réserve). Pour l'heure, le projet est à l'enquête publique, jusqu'au 16 mai. Un budget de 4 279 500 euros a été alloué pour ces travaux.

St Bo.